



FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

APPEL DU COMITE NATIONAL FEDERAL DES 7 ET 8 AVRIL 2014

La CGT ne laissera pas le gouvernement tuer notre système de santé et d'action sociale

L'annonce du plan dit d'économie de 50 milliards d'euros concerne au premier chef les secteurs de la santé et de l'action sociale avec 23 milliards pris sur le budget de la sécurité sociale, 17 milliards pour l'État et 10 milliards pour les collectivités locales.

Alors que dans le même temps, les dividendes versés par les entreprises explosent et que les frais financiers versés aux banques étrangent les budgets publics, l'attaque contre un des piliers de ce qui assure la cohésion sociale de notre pays est insupportable.

Les services de santé et d'action sociale ne constituent pas un coût qu'il faut à tout prix réduire mais sont créateurs de richesses pour notre pays. Alors que les besoins augmentent avec notamment le vieillissement de la population et les progrès techniques, alors que ces besoins ne sont pas couverts, il paraît aberrant de diminuer les budgets donc les emplois.

En fait, la logique sous-jacente est celle de l'ouverture au marché des activités rentables, notamment dans le secteur que certains appellent la « silver economy ». L'objectif politique sous-jacent est clair : limiter l'action de la solidarité nationale à la charité et basculer vers le marché tout ce qui peut générer des profits. Le résultat de ce type de choix est connu : une aggravation des inégalités et une dégradation de la santé de la population, mais également une dégradation de l'emploi et des conditions de travail des salarié-es (précarisation, déqualification, glissement de tâches, absence de formation, salaires, ...).

Pourtant des solutions existent et la CGT ne manque pas de propositions pour l'organisation et le financement d'un grand service public de la santé et de l'action sociale. Nous ne sommes pas les seuls à tirer la sonnette d'alarme, à l'instar de la Fédération Hospitalière de France qui dénonce l'étranglement des hôpitaux par les coûts financiers liés à leurs charges d'emprunts et à leurs lignes de trésorerie.

Depuis maintenant deux ans qu'il est au pouvoir, le gouvernement n'a fait que poursuivre la politique de son prédécesseur de casse de notre système de santé et de protection sociale. La colère est grande chez les salarié-es de nos secteurs et s'exprime par de multiples luttes locales, avec parfois un vrai désespoir face à une perte de sens de ce qui fonde les valeurs de nos métiers.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale, par la voix de son Comité National Fédéral réuni ce jour à Montreuil, ne peut accepter une telle politique et réaffirme son opposition au pacte de responsabilité. Elle mettra tout en œuvre dans les semaines et les mois à venir pour s'y opposer et construire les convergences et les luttes permettant d'imposer d'autres choix. Les annonces faites ce jour par le Premier Ministre nous confirment l'urgence d'agir partout dans nos établissements et les territoires.

Tous dans la rue le 1^{er} Mai 2014 !

Fédération de la santé et de l'Action Sociale

Case 538 • 93515 MONTREUIL Cedex • Tél. : 01 55 82 87 49 • Fax : 01 55 82 87 74

BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL • 263, rue de Paris, MONTREUIL • Métro : Porte de Montreuil

Site internet : <http://www.sante.cgt.fr/> • e-mail : sg@sante.cgt.fr